

Le Courriel d'information

n°217 – Vendredi 09 mars 2001.

JE SUIS DANGEREUX.

Dans ce numéro

En bref...

1- Mondialisation et ZLEA prennent de l'importance sur les campus. Aux Etats-Unis depuis quelques années les universités se réveillent politiquement. Les mobilisations de Québec sont l'occasion de faire le point sur les étudiants nord-américains.
2- Etes-vous dangereux ? Je suis dangereux. Je suis dangereux. Je suis dangereux. (à répéter 100 fois tous les jours. Ou, si cela vous ennuie, lire avec attention le rapport des services secrets canadiens)
3- Action féministe contre la mondialisation libérale. Une initiative autour de Québec à laquelle vous pouvez participer si vous le souhaitez.
4- Porto Alegre : la renaissance d'une espérance. Foisonnement, multiplication, élargissement… un point de vue sur le Forum social mondial
5- Nouvelles du monde libéral et de nous. Inde, Afrique du Sud, Etats-Unis et Montpellier en France. Voici quelques brèves autour de résistances… (à suivre)
6- Révélation$. Cela se passera bientôt au Parlement européen
7- Les marchands aiment le web indépendant. Le Courriel pourrait être sponsorisé, du reste on nous l'a proposé, pour nourrir ses bénévoles ou se payer des enquêteurs… ou bien ceux-ci pourraient exercer leurs talents ailleurs… mais surtout chez Vivendi pour faire valoir leur valeur personnelle. Mettons les pieds dans le plat.

Mondialisation et ZLEA prennent de l'importance sur les Campus

A chaque printemps, des milliers d'étudiants de collèges américains vont dans le sud pour une semaine de soleil et de surf. Si Fort Lauderdale et Padre Island sont toujours les destinations les plus populaires, le must cette année se situe au nord de la frontière, à Québec. On s'attend à ce que des centaines d'étudiants du nord des Etats-Unis fassent le voyage jusqu'à la ville fortifiée afin de prendre part aux protestations contre les accords de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Des milliers d'autres participeront à des évènements en relation avec Québec sur leurs propres campus, par exemple des colloques et des manifestations.

Un accord commercial ne semble pourtant pas a priori être de nature à déchaîner les passions estudiantines. Après tout, les accords de la ZLEA passés en 1994 ont rencontré peu où pas de réaction de la part des étudiants. Mais dans les années qui suivirent un mouvement étudiant contre les " sweatshops " – ces entreprises où les employés sont exploités – a transformé la politique sur les campus. Grâce aux activistes anti-sweatshop, les campus à travers tout le pays ont connu plus d'activisme qu'ils n'en avaient vu depuis les campagnes anti-apartheid des années 80.



Le nouvel activisme devient de plus en plus économique, dit l'économiste politique Mark Brenner. " Les interactions entre l'économie et les autres problèmes sont devenues beaucoup plus importantes pour les activistes étudiants. " Brenner, chercheur à l'université du Massachusetts pense qu'une fois que les étudiants réfléchissent sur des problèmes internationaux comme les sweatshops, les politiques commerciales deviennent rapidement leur cible. " C'est un sujet dans lequel vous voyez vraiment le lien entre l'injustice et les politiques économiques néo-libérales "

Le mouvement anti-sweatshop est arrivé dans les universités en 1997, après que plusieurs étudiants qui avaient travaillé avec l'UNITE, le syndicat représentant les travailleurs du textile, rapportèrent leur expérience professionnelle à l'université Duke de Caroline du Nord. Bien que leur cause soit globale, les étudiants prirent une cible locale : les vêtements, chapeaux, sweats ou autres, portant le logo de leur université Ils firent pression sur Duke pour qu'elle impose aux usines réalisant ses vêtements un code de conduite qui donne à leurs ouvriers le droit de se syndiquer. Ce fut un succès et dans les mois qui suivirent les étudiants des autres campus menèrent des batailles similaires.

Les étudiants ont depuis formé une organisation nationale – l'union des étudiants contre les sweatshops – qui revendique maintenant 175 permanences dans les écoles à travers le pays. En plus de leurs propres groupes d'activisme, les étudiants se sont alliés à d'autres activistes dans le domaine du travail et des droits de l'homme pour former le Worker's Rights Consortium (WRC – Consortium pour le droit des travailleurs), une organisation de veille chargée d'enquêter sur les plaintes déposées par les travailleurs.

Le WRC a fait récemment la une des journaux en rapportant les abus dont étaient victimes les ouvriers de l'usine de vêtements Kuk-Dong basée à Atlixco au Mexique. En réponse à des plaintes portants sur les bas salaires, des heures supplémentaire forcées et des mauvais traitements physiques, le groupe a envoyé une délégation dans cette usine qui fabrique des vêtements pour les universités états-uniennes et qui compte Nike parmi ses plus gros clients. " Les étudiants du mouvement anti-sweatshop prouvent que la solidarité mondiale n'est pas qu'une belle parole ", dit Liza Featherstone, journaliste écrivant un livre sur le mouvement. " Les corporations comme Nike savent cela et en ont très peur. "

Si le mouvement anti-sweatshop rend difficile pour les groupes comme Nike la continuation de leur pratiques commerciales actuelles, il encourage aussi les étudiants à se pencher sur le contexte économique qui a vu naître ces sweatshops. Dans le passé, les débats des étudiants universitaires à propos de l'économie étaient limités à deux petits groupes distincts : les anti-capitalistes et les fervents pro-business de droite. Dave Monahan, doyen de l'université de Tufts près de Boston pense que les étudiants sont toujours polarisés, mais que la nature de la division a changé. " Il y a plein de bons consommateurs amis des corporations parmi les jeunes d'aujourd'hui, mais il y a aussi énormément de jeunes gens qui sont mécontents. "

Monahan pense qu'une part significative de sa génération est passée à gauche à cause du 'trop de marketing', ce défilé apparemment ininterrompu de noms de marques, de logos et d'images produits qui ont pour cible jusqu'aux plus jeunes enfants. " Cela laisse aux enfants très peu d'espace pour respirer, pour essayer de se forger une identité. Quoi qu'ils pensent être, on leur dit qu'il y a là une image qui les attend déjà. " La plupart des jeunes activistes, conclut Monahan, n'ont qu'une idéologie mal définie. " Ils ont tendance à penser qu'il y a beaucoup de choses de mauvaises, que personne n'y fait rien et que les seuls qui semblent contrôler la situation, sont les grosses multinationales. "

Pour des milliers d'étudiants et de jeunes activistes, cette prudence, méfiance ou même hostilité à l'égard des multinationales s'est cristallisée à Seattle il y a un an et demi. Soudainement l'ennemi avait un nom, plusieurs en fait : l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, le libre échange et la globalisation des corporations. La critique des activistes n'est pas parfaite, elle tend à rendre les corporations responsables de tout, de la dévastation de l'environnement à la brutalité politique, déchargeant ainsi l'état de ses responsabilités. Néanmoins leur message – que les corporations ont trop de pouvoir sur nos vies, notre travail et notre monde – est devenu le ferment d'un mouvement irrésistiblement grandissant parmi les jeunes.

Début avril, des activistes anti-sweatshop et des activistes pour l'emploi des étudiants joindront leurs forces pour participer à une journée nationale d'action de soutien au droit des



travailleurs contre l'avidité des corporations. La date : le 4 avril, le 33ième anniversaire du docteur Martin Luther King En même temps, des étudiants de toute la côte est ont commencé à se préparer pour une 'Opération Québec'. De Harvard à l'université du Connecticut, ils organisent des colloques, des cours de désobéissance civile et animent des ateliers sur les inégalités économiques.

La plus grande préoccupation des étudiants n'est pas d'être gazés au lacrymogène mais de ne pas pouvoir passer la frontière. La rumeur coure depuis des mois que les policiers se retourneront contre les activistes. Les étudiants ont préparés un plan de secours : ils se rassembleront dans des 'centres de convergeance' dans le Maine, le Vermont et l'état de New York pour protester contre la fermeture des frontières. De plus disent-ils, les retenir ne servira qu'à prouver leur point de vue : le libre échange est plus lié à l'élimination des frontières pour le capital que pour les personnes.

Qu'ils réussissent ou non à passer la frontière, les étudiants ont déjà accompli beaucoup. En quelques années ces activistes ont réussi à pousser des sociétés comme Nike dans leurs retranchements à propos des conditions de travail dans leurs usines. Ils ont appris à 'parler commerce', s'auto-éduquant à propos des rouages internes des institutions financiers internationales. Certains se targuent même d'avoir refaçonné le mouvement américain des travailleurs.

Aussi important que soit le mouvement des étudiants contre la mondialisation des corporations, l'activiste Kitty Giannini nous met en garde contre la tentation d'accorder une trop grande importance à leur rôle de même qu'à toute force particulière, partie essentielle d'un tout. " Il y a quelque chose de différent dans les mouvements qui se forment en ce moment, " dit-elle. " Ce n'est pas qu'un mouvement de jeunes ou de travailleurs, c'est un mouvement global, se battant contre l'extrême injustice causée par la domination des multinationales. " Giannini projette de faire partie de ce mouvement global en faisant le voyage à Québec en avril. Elle espère d'ailleurs vous y voir aussi.

Jennifer C. Berkshire, correspondante aux Etats Unis
Traduction : Michel Castaignet, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

Etes-vous dangereux ?

Nous avions déjà publié des extraits du rapport des services de renseignement canadiens dans le Courriel d'information n°163 en date du 29 août 2000. L'actualité aidant et comme nous comptons bien vous retrouvez à Québec fin avril, nous voudrions d'abord vous dire que vous êtes dangereux. Sans doute l'ignoriez-vous. Sans doute en doutez-vous encore. Mais lisez et vous pourrez vous en convaincre.

Vous êtes dangereux. L'antimondialisation, un phénomène en pleine expansion Publication du SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ Rapport N° 2000/08
22 août 2000

Ce document, inspiré de sources ouvertes, porte sur un sujet susceptible de représenter une menace pour la sécurité publique ou nationale. (...)

PERSPECTIVE

36. La mondialisation continuera de donner lieu à des activités de protestation et des manifestations. En fait, de nombreux groupes qu'elle laisse totalement indifférents saisiront les occasions qui leur seront ainsi fournies pour participer à des manifestations, compliquant ainsi la planification des mesures de sécurité. Les organisateurs des conférences, les services de sécurité et les responsables de l'application de la loi devront accepter cette nouvelle réalité et les défis qui s'y greffent et planifier soigneusement les mesures d'urgence. Ils devront absolument disposer de renseignements sûrs pour mettre en place un dispositif de protection adapté à la situation et, surtout, éviter de mobiliser trop ou trop peu de ressources et de provoquer une réaction violente parmi les manifestants en adoptant des mesures draconiennes. Le moindre prétexte sera bon pour la frange radicale de recourir à la provocation et de commettre des actes de violence. Les affrontements entre les manifestants ou entre les forces de l'ordre et la foule sont devenus monnaie courante lors des conférences et certains groupes anarchistes cherchent à les rendre encore plus violents.

37. L'Amérique du Nord, l'Europe et le Royaume-Uni seront sans doute les plus touchés, étant donné que la plupart des rencontres et des conférences contre lesquelles des manifestations sont organisées s'y déroulent. Londres, Paris, Berlin, Vienne et Prague, comme Washington et Seattle, attirent les délégués et les médias, mais aussi les



manifestants. Ces métropoles, facilement accessibles en quelques heures, même pour les visiteurs d'outre-Atlantique, offrent toutes les commodités et les communications y sont excellentes. Le cachet de ces importantes capitales accroît d'autant la couverture médiatique et encourage la présence de manifestants et les pousse à des actions extraordinaires.

38. La distance et l'endroit choisi influent aussi, dans une certaine mesure, sur le nombre de manifestants, mais ils ne sont pas un gage de sécurité et ne suffisent pas à limiter l'influence des groupes de pression. Au début du mois de mai, par exemple, l'assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement à Chiang Mai, en Thaïlande, a attiré une foule de 4 000 manifestants qui revendiquaient l'abrogation des politiques qui, selon eux, défavorisent les pauvres. S'inspirant des événements de Washington et de Seattle, ils ont complètement surpris les forces policières lorsqu'ils ont renversé les barrières de sécurité(17). En juillet, le sommet du G-8 à Okinawa n'a donné lieu à aucun débordement en raison surtout de l'imposant dispositif de sécurité qui avait été mis en place, mais aussi du coût élevé du voyage, de l'hébergement et du soutien logistique qui en a découragé plusieurs de s'y rendre. Néanmoins, la veille de la conférence, des milliers de personnes ont manifesté dans tout le Japon et les étudiants ont défilé dans Tokyo en criant « Annulez le sommet »(18).

39. Le nombre de manifestants et les causes représentées varieront évidemment suivant l'endroit où se déroulera une conférence, mais la nature même de la rencontre et son objectif seront beaucoup plus déterminants. Les réunions importantes et celles, surtout, auxquelles participent des hauts fonctionnaires et des dirigeants de grandes entreprises, les sommets du G-8 et les réunions du FMI entre autres, attireront un grand nombre de manifestants plus ou moins susceptibles de recourir à la violence. De même, l'absence de résultats probants lors de rencontres précédentes, par exemple l'impossibilité pour les participants de s'entendre sur l'annulation de la dette des pays pauvres, peut contribuer à mobiliser des milliers d'autres manifestants qui exprimeront leur colère et leur indignation à l'occasion de rencontres subséquentes. À Okinawa, les représentants de groupes d'intérêts ont clamé leur insatisfaction à l'issue de la rencontre et promis que leur frustration donnera lieu à des activités de protestation qui « éclipseront celles de Seattle »(19).

40. Internet demeurera un facteur important du succès ou de l'échec des activités de protestation et des manifestations contre la mondialisation. Les groupes s'en serviront pour désigner et faire connaître leurs cibles, solliciter des appuis et encourager la participation, organiser et communiquer informations et instructions, faire du recrutement, recueillir des fonds et promouvoir leurs objectifs individuels et collectifs. Internet reste un outil important de motivation et de planification des activités de protestation. Les planificateurs des conférences devront être aux aguets pour connaître à l'avance les intentions et les objectifs des manifestants et prévenir ainsi tout incident imprévu.

41. La présence constante de nombreux policiers, la mise en place de barrières de sécurité, l'adoption d'autres dispositifs de contrôle des foules et le mauvais temps tempéreront peut-être l'ardeur des manifestants et contribueront peut-être à réduire graduellement l'importance de certains rassemblements. Par contre, comme l'ont démontré les éléments extrémistes parmi les défenseurs des droits des animaux et les écologistes, ces mesures provoquent parfois des réactions plus violentes encore. Les manifestants ne se contentent alors pas de fracasser des vitrines, mais allument des incendies, utilisent des engins explosifs et même menacent des personnes de blessures corporelles, par exemple en leur envoyant des lettres de mise en garde contenant, disent-il, des lames de rasoir contaminées. Paradoxalement, les institutions prises pour cible et leurs membres hésiteront peut-être à tenir leurs rencontres en territoire canadien s'ils doivent se soumettre à des mesures de sécurité très strictes et restreindre leurs déplacements. De même, les troubles du type de ceux provoqués à Seattle, par exemple, décourageront peut-être les organisateurs de conférences et de rencontres internationales de les tenir au Canada, de crainte d'attirer les manifestants. Cependant, tout indique que des opposants à la mondialisation planifient actuellement quelques activités en prévision de certaines rencontres d'organisations internationales prévues au Canada, notamment le Sommet des Amériques qui doit avoir lieu à Québec en avril 2001. Compte tenu du discours violent dirigé à l'encontre de l'Organisation des États américains (OEA), il n'est pas exclu que des actes violents puissent être posés à l'occasion de la réunion de Québec.



http://www.csis-scrs.gc.ca/fra/miscdocs/200008_f.html

Action féministe contre la mondialisation libérale

Sommet des Amériques sur la ZLEA
Québec, avril 2001

Au cours de la fin de semaine du 20 au 22 avril, les dirigeants de trente-quatre pays se réuniront à Québec pour ajouter un autre fil à la toile mondiale du commerce et renforcer encore davantage la mondialisation de l'économie : la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA), l'accord régional qui étend l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) aux deux hémisphères des Amériques. Afin de réagir à cela, des milliers de personnes convergeront vers Québec pour manifester leur opposition. Du Canada jusqu'au Brésil, des femmes et des hommes poseront des gestes pour exprimer leur opposition à l'élargissement du réseau des grandes entreprises.

Les femmes subissent de plein fouet les effets de la mondialisation, et malgré toute l'oppression, la répression et l'exploitation, les femmes se soulèvent encore et toujours. Cette lettre est un appel : levez-vous et joignez-vous à notre Action féministe qui aura lieu parallèlement aux nombreuses actions et événements de la fin de semaine.

Nous entreprenons des actions parce que nous ne pouvons tolérer plus longtemps le réseau de contrôle tissé par les grandes entreprises qui nous entrave et pèse de tout son poids sur nos vies. Nous ne permettrons pas à ce système de se perpétuer. Nous en avons pris toute la mesure et c'est assez. Nous deviendrons des araignées. De notre rage, de notre amour, nous tirerons la matière première pour tisser un réseau, une toile de solidarité.

Nous, les femmes, tisserons une toile faite de nos espoirs, de nos rêves, de nos aspirations, de nos accusations, de nos témoignages, de nos exigences, de nos visions. Nous les écrirons sur des rubans, des bannières, des chiffons. Nous allons peindre, dessiner, nouer des cordes, tresser des fils, insuffler nos paroles à des ficelles. Et de ces matériaux, nous tisserons notre toile.

Alors même qu'ils font la sourde oreille et poursuivent leur discussions, nos cris se mettront à les hanter et feront échouer tous leurs projets. Qu'ils érigent des clôtures pour nous arrêter et nous entrelacerons les fils de notre toile à leurs mailles, symbole éclatant du pouvoir des femmes, de la révolution qui se trame. Qu'ils essaient de nous exclure de leurs réunions et ils ne feront que s'enfermer eux-mêmes. Au-delà de leurs murs, le monde nous appartient.

Nous demandons à nos frères de nous soutenir, de respecter notre espace de femmes, afin que nous puissions occuper l'avant de la scène et être vues, nous qui avons si longtemps été invisibles. Nous vous demandons de nous soutenir en regardant honnêtement toutes les façons dont les femmes sont ignorées, écartées ou découragées, même au sein de nos propres mouvements. Et lorsque vous soutenez cette action qui nous rassemble entre femmes, vous ouvrez la voie à des actions où nous nous battrons côte à côte. Nous savons que, vous aussi, vous tissez cette toile.

Nous demandons aux ancêtres d'être à nos côtés, car la grande toile de la vie unit les vivants et les morts. Nous demandons aux générations futures de se joindre à nous, car nous nous battons pour le monde dont elles hériterons. Nous demandons aux esprits de la terre de nous soutenir, car nous nous battons pour la perpétuation de la vie.

Nous sommes invincibles, car la vie elle-même prend racine en nous.

INVITATION AUX FEMMES DU MONDE ENTIER ...
à former un groupe d'affinités...

Un groupe d'affinités est groupe comptant de 10 à 20 personnes avec lesquelles vous avez des « affinités », c'est-à-dire quelque chose en commun (famille, amis, groupe d'intérêt, collègues de travail, etc.) et qui se réunissent régulièrement pour discuter de sujets qui les préoccupent et pour agir. Choisissez une ou deux membres de votre groupe qui vous représenteront au Conseil des représentantes. Ce conseil tiendra des rencontres virtuelles jusqu'à la semaine qui précède le Sommet des Amériques. À ce moment-là, les rencontres auront lieu à Québec. Les réunions du Conseil des représentantes seront le forum où l'on décidera de la stratégie pour passer à l'action. Surveillez le site Web du CMAQ (Centre des médias alternatifs Québec 2001) (www.cmaq.net) : vous y trouverez bientôt un lien vers un réseau des femmes pour des actions de solidarité.

à commencer (ou à poursuivre) dans votre groupe d'affinités une discussion sur les effets de la mondialisation sur les femmes de votre région...

Dans le monde entier, ce sont les femmes qui subissent la plupart des conséquences de la mondialisation. En unissant nos voix, nous pourrons faire entendre l'analyse féministe de la mondialisation et renforcer notre cause.

Tissez votre partie de la toile de la solidarité...

Prenez les résultats de votre discussion sur les femmes et la mondialisation et, en groupe, créez une partie de la toile de la solidarité qui illustre votre consensus. Servez-vous de votre imagination... utilisez du fil, différents matériaux, des photos, des coupures de journaux. Ne vous limitez pas.

Ajoutez votre section de toile à la grande toile de la solidarité à Québec en avril 2001...

Voici quelques suggestions pour faire parvenir votre partie de la toile à Québec et la joindre à la grande toile de la solidarité :

*venez à Québec avec votre groupe d'affinités en avril 2001 pour prendre part à la création collective de la toile de la solidarité

Les lieux du Sommet des Amériques seront encerclés d'un périmètre de « sécurité », une clôture, bloquant l'accès aux manifestantEs. Ceux et celles qui résident au sein du périmètre devront se procurer une carte d'identité spéciale afin d'y avoir accès! Cette clôture représente pour nous le processus anti-démocratique de la ZLÉA – nous allons nous réapproprier cette clôture, cet espace. Celles qui veulent entrelacer les fils de leur toile aux mailles de la clôture (littéralement ou symboliquement, et de façon non-violente) sont invités à le faire le 19 avril (le jour qui précède l'ouverture du Sommet). Les groupes d'affinités ne voulant pas s'approché du périmètre de sécurité sont invités à organiser d'autres actions et activités avec leur toiles (ex. bloquer une intersection avec la toile pour y capturer les négotiateurs, décorer un parc avec les toiles). La créativité et l'imagination sont à l'ordre du jour! On se laisse aller!

*envoyez votre partie de la toile à l'adresse ci-dessous et les femmes présentes à Québec s'assureront qu'elle sera jointe à la grande toile;

*envoyez une photo de votre partie de la toile à l'adresse ci-dessous et les femmes présentes à Québec l'agrandiront et la joindront à la grande toile;

*joignez-vous à d'autres groupes d'affinités de votre région et rassemblez vos sections pour former une toile près de chez vous.

Pour tous renseignements, Courriel : toile_femme@moncourrier.com Adresse postale : Toile femme Québec 2001, C.P. 70021, Québec, Québec (Canada), G1R 6B1.

Porto Alegre : la renaissance d'une espérance.

Dans la mondialisation des résistances et des luttes, le Forum social mondial de Porto Alegre marque un tournant. Il a signifié l´affirmation d´une nouvelle culture en gestation depuis plusieurs années, celle de la recherche d´alternatives au capitalisme mondialisé. Il est l´expression de la société civile d´en bas, face à la société civile d´en haut présente au Forum économique mondial de Davos.

En effet, dans tous les continents on assiste aujourd hui à un foisonnement de mouvements sociaux, d'initiatives nombreuses dans les domaines économiques et sociaux, de réactions culturelles à la désintégration sociale, se manifestant par des courants nationalistes, régionalistes, religieux. Bref, le champ social est parcouru au niveau mondial par une série de remous très divers et apparemment sans grands liens entre eux.

C´est donc un premier pas, à l´échelle mondiale, qui marque la volonté d´affirmer qu´il existe des alternatives à un système qui privatise le monde, épuise la nature et détruit la vie au profit d´une minorité. Il ne s´agit plus seulement de dire non, en s´opposant à l´impérialisme de l´argent, aux politiques économiques des organisations financières internationales, Banque mondiale, Fonds monétaire international, devenus des instruments du néo-liberalisme. Il s´agit aussi de délégitimer l´ordre mondial lui-même, qui réduit au rang de foules inutiles la plus grande partie de l´humanité et n´hésite pas à provoquer un véritable génocide pour promouvoir l´accumulation du capital et sa concentration mondiale.

La multiplication des mouvements sociaux s'explique par l'accroissement du nombre des victimes collectives qui ne sont pas seulement celles intégrées directement dans un rapport capital/travail. Les rapports indirects dont nous

avons parlé, concernent des centaines de millions de personnes qui bien loin d'être toujours conscientes du lien qui les unit au système économique mondial, n'en ressentent pas moins les effets désastreux sur leur existence. En effet, les liens de cause à effet sont peu visibles et requièrent une analyse et l'application de l'abstraction aux réalités concrètes, pour faire le lien, par exemple, entre le monétarisme et la perte du pouvoir d'achat des masses populaires, entre les paradis fiscaux et le sous-emploi

L'élargissement des résistances résulte de celui des conséquences de la mondialisation de l'économie capitaliste. La féminisation de la pauvreté débouche sur la radicalisation des mouvements féministes, la destruction et la privatisation des richesses écologiques encouragent la création de groupes de défense de l'environnement, les destructions culturelles suscitent des réactions défensives souvent rétrogrades, quand elles ne sont pas accompagnées d'une analyse adéquate.

La fragmentation est le fruit des séparations géographiques et sectorielles. Alors que le capital, surtout financier, qui a dominé la phase néolibérale de l'accumulation capitaliste contemporaine, possède de plus en plus les bases matérielles de sa reproduction sur un plan mondial, les résistances sont encore principalement locales. Les derniers événements ont révélé cependant une tendance aux regroupements, mais il sont difficiles à cause du manque de moyens, même si l'Internet donne aujourd'hui de nouvelles possibilités de communications.

Quant à la fragmentation par secteurs, elle fait aussi partie des conséquences de la logique du capitalisme. En effet, un grand point de rupture se produit entre ceux situés socialement dans le rapport direct capital/travail et ceux qui ne le sont que de manière indirecte. Les intérêts particuliers des uns et des autres semblent très distincts, si pas opposés, alors qu'ils se trouvent structurellement du même côté de la barrière. Il y a d'ailleurs tout intérêt pour le capital de faire apparaître comme antagoniques l'action des secteurs organisés du travail (syndicats) et celle de ceux qui proviennent du domaine informel ou de l'économie souterraine. Les autres secteurs, les femmes, les peuples autochtones, les petits paysans ou commerçants, les mouvements écologistes, les associations culturelles, etc. paraissent bien étrangers à des luttes qui se situent au niveau des rapports sociaux de production. Leur hermétisme mutuel est très utile à l'hégémonie du marché et à ses expressions politiques, car il est plus facile de développer une stratégie de réponses/répression pour chacun d'entre eux que d'affronter un ensemble cohérent.

Il s´agit donc de construire des alternatives, depuis l´utopie mobilisatrice d´une société où règne la justice, jusqu´aux objectifs à moyen et à court terme, qui, dans les domaines concrets de l´économie, de l´organisation sociale, de la politique, de la culture et des communications, permettent de créer un monde postcapitaliste. Les alternatives existent : parmi elles, les réformes agraires en faveur des paysans, des mécanismes de contrôle démocratique du capital financier, la répartition de la richesse par le biais de la sécurité sociale, la réappropriation publique du patrimoine collectif, tels que l´eau, les connaissances, les semences, les médicaments génériques, le tout conditionné par une participation populaire à tous les niveaux.

C'est à dessein que nous utilisons le pluriel pour alternatives. En effet, il n'est plus question de parler d'un seul modèle rigide et porteur à priori de toutes les solutions. La transition de l'organisation capitaliste de l'économie vers le post-capitalisme est un processus à long terme. Les alternatives sont à construire collectivement et de façon permanente en fonction d'un fil conducteur que l'on pourrait appeler, dans le sens positif du mot, l'utopie. Car, contrairement à ce que prétend l'idéologie néolibérale, il existe des alternatives.

Il faut donc affirmer la valeur de la vie humaine comme supérieure à celle du marché, proclamer le droit des peuples face au droit des affaires et revendiquer une éthique et une spiritualité qui consolident la solidarité entre tous les êtres humains du Nord et du Sud.

Le Forum social mondial s´est exprimé en faveur de la justice et de la paix et ne refuse le dialogue avec personne. Mais cela ne peut se faire qu´à condition que ce soit entre partenaires égaux. Il n´existe pas de dialogue possible entre exploiteurs et exploités, entre les puissants qui organisent le monde en fonction de leurs intérêts et les millions d´appauvris qui peuvent à peine survivre, entre Davos et Porto Alegre. Il s´agit de changer un rapport de force qui un jour permettra un dialogue. Les organisations présentes au Forum revendiquent la fondation d´institutions vraiment démocratiques. Dans les circonstances actuelles, le concept même de dialogue est une arme idéologique utilisée par ceux qui ont le pouvoir.



Le Forum social mondial a permis le rassemblement d´une grande diversité d'acteurs sociaux, situés dans des secteurs tous affectés par l´ordre mondial existant. Il signifie une étape importante dans la convergence des résistances et des luttes. C´est le début d´une autre mondialisation, celle d´en bas. Il n´en résulte pas un programme monolithique, ni même une voie alternative toute tracée, mais une rencontre d´initiatives populaires très concrètes qui construisent un nouveau rapport de force et qui récrée l´espoir.

François Houtart. Directeur du Centre Tricontinental, Louvain-la-Neuve

Nous avons le plaisir de vous présenter deux récents numéros de la revue "Alternatives Sud". Cultures et mondialisation : résistances et alternatives vol. VII (2000), n° 3, 262 pages. Le partenariat euro-méditerranéen vu du Sud vol. VII (2000), n° 4, 252 pages. Pour plus d'informations : Centre Tricontinental - Av. Ste Gertrude 5, B-1348 Louvain-la-Neuve Tel: +(32.10) 45.08.22 - Fax: +(32.10) 45.31.52 - E-mail : cetri@cetri.be

Article publié en collaboration avec ATTAC Liège. liege@attac.org

Nouvelles du monde libéral et de nous.

1- Les victimes de la catastrophe de Bhopal lancent une campagne contre Dow Chemical International

300 survivants de la catastrophe de Bhopal (décembre 1984) ont organisé une manifestation à Bombay, le 28 février dernier, pour réclamer que Dow Chemical International soit redevable des dommages et intérêts qui restent dus par Union Carbide. En effet cette firme, responsable de la catastrophe, vient díêtre absorbée par Dow, devenue à cette occasion le n° 2 mondial de la chimie. Depuis neuf ans Union Carbide se dérobait aux accusations d'homicide et autres crimes instruits par les tribunaux indiens.

La manifestation, composée surtout de femmes, s'est dirigée vers le siège de Dow. Jouant de l'effet de surprise, elle a pu déployer ses banderoles et ses ballons maculés d'encre rouge. Au terme d'un sit-in de trois heures, elle a obtenu qu'une délégation soit reçue par la direction de Doe.

Dans la soirée les manifestants ont tenu un meeting pour lancer une "Campagne nationale pour la Justice à Bhopal". Ils ont reçu le soutien de syndicalistes de Bombay, d'écologistes et d'étudiants. Tous ont promis leur solidarité et aussi leur volonté de s'opposer aux vastes projets d'investissements de Dow en Inde.

Un objectif central est d'obtenir l'interdiction d'un produit fabriqué par Dow et dénommé Durban. Il s'agit d'un insecticide interdit aux Etats-Unis pour cause de toxicité, mais que Dow essaie d'introduire en Inde à grand renfort de publicité. Bel exemple de "deux poids, deux mesures", qui reproduit le mépris dans lequel Union Carbide tenait les questions de sécurité et d'hygiène en Inde et qui a été à l'origine du désastre de 1984.

2- Les gages donnés par Bush à la droite religieuse n'ont pas qu'une portée symbolique

On sait qu'en entrant à la Maison Blanche George W. Bush s'est empressé de donner des gages à la droite religieuse. Dès son premier jour de travail il s'est attaqué à l'avortement en interdisant toute subvention fédérale aux ONG qui fournissent une aide en planning familial à l'étranger si leur activité comporte non seulement la pratique de l'IVG, mais même des consultations à ce sujet.

Or, on aurait tort de croire que cette mesure, dont la signification "symbolique est énorme", n'a en revanche qu'une "portée concrète limitée" (Le Monde, 24/01/01). En effet 450 associations environ, situées pour la plupart dans le Tiers Monde, bénéficient des subventions américaines, pour un montant total de 425 millions de dollars en 2001. Or, pour prétendre à une subvention, il va désormais leur falloir choisir : ou bien se soumettre au diktat de Washington ou bien renoncer aux subventions.
D'après l'administration Bush la plupart se sont déjà inclinées ou s'apprêtent à le faire. Mais, d'après une enquête publiée dans le quotidien américain The Baltimore Sun (28/02/01) certaines ont décidé de résister. Tel est la cas de l'Association sud-africaine de Planning Familial (Planned Parenthood of South Africa), qui s'apprête à perdre les 650,000 $ quíelle reçoit des EU, soit 1/4 de son budget annuel.

Cette association chapeaute notamment des Maisons de jeunes qui, dans les townships noires, offrent aux jeunes, désoeuvrés et démunis, des activités éducatives et récréatives et, en même temps, une éducation sexuelle

indispensable vu leur ignorance en matière de risques (grossesses d'adolescentes, sida...).

Le Planning sud-africain refuse de céder pour des raisons de principe et parce qu'il estime ne pas avoir le choix. "Le choix, c'est nous qui le donnons aux gens, et parmi ces choix il y a l'avortement" vu que "les jeunes continuent à prendre des risques". Inévitablement, l'arrêt des subventions qui permettaient d'offrir des conseils et des moyens concrets de contraception va entraîner l'augmentation des grossesses non désirées et la diffusion du sida et autres maladies sexuellement transmissibles.

Même si le Planning sud-africain va tenter de trouver d'autres bailleurs de fonds, il redoute de devoir interrompre sa campagne de distribution de préservatifs, voire de réduire le budget de ses Maisons de jeunes. S'adressant aux dirigeants US, ses porte-parole leur demandent de "prendre en compte les conséquences les plus larges de leurs décisions". Vous voulez couper les fonds à l'IVG, mais pensez à tout ce vous allez supprimer".

3- Grève à l'université de Montpellier

Mardi 6 Mars 2001

En grève depuis une semaine, les étudiants de l'UPV (Montpellier III) ont decidé de faire une opération péage gratuit à l'échangeur de Saint Jean de Vedas. Pendant une heure, les automobilistes ont étés informés par des tracts dénonçant la privatisation de l'université et la politique de casse du service public.
Malgré la tentative policière de stopper cette action et par là même de restreindre la liberté de grève, l'opération s'est déroulée sans incidents de 15 h à 16 h.

Jeudi 7 mars

5000 étudiants, enseignants et personnels IATOSS ont défilé dans les rues de Montpellier pour l'enterrement symbolique de l'université publique, dénonçant ainsi le désengagement financier de l'état et la casse du service public.
Après avoir fait arrêt devant le rectorat, le cortège s'est rendu devant la chambre de commerce et d'industrie où un cercueil représentant le service public de l'éducation a été brûlé. La grève continue sur l'université Paul Valéry, et une assemblée générale est appelée demain (Jeudi 8 Mars) à 12 h.

Pour tout contact : 04 67 14 22 52 upvgreve@yahoo.fr

Révélation$

L'intergroupe "Taxation du capital, fiscalité, mondialisation" organisera une audition des auteurs du livre "Révélation$", Denis ROBERT et Ernest BACKES lors de la session plénière du Parlement européen le 14 mars 2001 à Strasbourg.

Les auteurs ont accepté l'invitation de Harlem DESIR, Président de l'intergroupe et de Glyn FORD, Secrétaire à venir présenter les résultats de leurs recherches, en particulier sur la société de clearing Clearstream/Cedel, sur les "comptes non publiés" et les circuits opaques de circulation des capitaux et de blanchiment de l'argent.

L'intergroupe "Taxation du capital, fiscalité, mondialisation" a été à l'initiative des débats et des votes sur la taxe Tobin au Parlement européen. Il travaille sur la question des paradis fiscaux.

Vous pouvez aussi contacter pour plus d'informations euro.institutions@attac.org groupe réunissant fonctionnaires et employés des institutions européennes ainsi que des élus européens.

Les marchands aiment le web indépendant

Nous avons changé d'époque. L'Internet façon paillettes, start-up et First Tuesday, n'en finit plus d'agoniser au Nasdaq... Subitement, le web « indépendant », « non marchand », « solidaire », « citoyen »..., se trouve porté aux nues par ceux-là mêmes qui ne rêvaient hier encore que stock-options, IPO et fortunes mirobolantes. On peut se réjouir de voir ces fadaises s'envoler en fumée. On aurait tort de se réjouir trop vite. L'effondrement très prévisible des pompeuses bêtises de la « Nouvelle économie » signe le prélude d'une nouvelle OPA, massive, possiblement dévastatrice, sur les véritables richesses du réseau. Les créations, l'imaginaire, la vie même, de celles et ceux qui lui confèrent son identité. Multiple, changeante. Faute de s'interroger sur ce « nouvel âge » du réseau, l'indépendance tant proclamée sera demain le nouveau slogan de la servitude.

(...)

Un capital très humain



« Créez, imaginez, exprimez-vous, et on s'occupera du reste. Et même on vous aidera un peu ! Enfin beaucoup... » Ou plus précisément : « Après nous être lamentablement vautrés dans nos fariboles bousières, nous allons vous prendre par la main, et vous dire où il faut faire, pour le plus grand bien de notre avenir, passablement compromis par nos bêtises d'hier... » Qu'on ne s'y trompe pas. Notre bon M. Bon a enfin compris. Et il n'est pas le seul. Tout le monde a compris. L'Etat, le marché, les syndicats, les medias, les lobbies... La gigantesque armée des bureaucraties de toute obédience qui font le charme délétère, et redoutable, de l'Hexagone. La véritable « valeur ajoutée » du réseau, d'Internet, loin de résider dans les foutaises start-upeuses, est produite par celles et ceux qui y tissent, bénévolement jusqu'ici, leurs envies, leurs désirs, leurs solidarités, leurs luttes...

Ce sont les webzines qui font de l'audience, fidélisent des lecteurs passionnés. Ce sont les réseaux de solidarités qui font émerger de nouvelles dynamiques, bousculent les certitudes et les préjugés. C'est la culture de l'échange et du don qui suscite l'enthousiasme des internautes... Il ne manquerait plus que cet admirable « capital humain » échappe encore longtemps à une prompte immersion dans « les eaux glacées du calcul égoïste. »

Et bien on va s'employer dare-dare à valoriser ces « immobilisations », désormais propices à de très fructueux « retours sur investissements »...

Il suffit pour ce faire, et nos amis les marchands ne manquent pas d'expérience en la matière, de tabler (à coup sur), sur les travers et faiblesses bien connues de la « nature humaine ». Qu'est-ce à dire ?

D'autres décriront admirablement ici même, très bientôt, la foisonnante tribu du web « indépendant », « non marchand », « solidaire », « citoyen », et les très rocambolesques aventures qui ont émaillé sa jeune existence au cours de ces dernières années.

Osons néanmoins, par anticipation, un très brutal constat. Outre les très glorieuses luttes soutenues par lesdites tribus en faveur de la liberté d'expression, de l'auto-publication, du logiciel libre, de la militance collaborative en réseau et toutes ces sortes de choses, ladite mouvance aux contours flous, vous, moi, et des dizaines de milliers d'autres, avons fini ces dernières années par trouver peu ou prou les moyens de notre survie quotidienne par, grâce à, nos talents divers de webmestres, techniciens, graphistes, bidouilleurs géniaux, journalistes plus ou moins dissidents, militants associatifs à demi-plein temps et autres qualifications mal quantifiées, qui nous autorisent peu ou prou à payer le loyer, les notes du gaz, et de France Telecom...

Fort bien. Il appert toutefois que ces très louables activités se voient désormais conférer une très réelle valeur marchande par nos amis du même nom. Tous militants, tous talentueux, tous experts, tous passionnés, nous commençons à valoir cher. Et ce n'est qu'un début ! Qu'allons-nous faire de cette richesse ? That is the question...

Nous avons tous, plus ou moins, capitalisé sur notre connaissance, pratique, maîtrise d'Internet, et cela à titre individuel. Qu'il s'agisse d'un capital symbolique (pouvoir), d'un revenu (salaire, piges...), nous tirons un bénéfice personnel de notre pratique du réseau.

Publication de livre, carrière de journaliste spécialisé, participation à des colloques, rapports réalisés pour des instances officielles, prise de pouvoir dans des associations, demi-jobs à demi-quart de plein temps pour aider les copains à prix d'ami, chroniques dans la presse, création d'associations, de coopératives « solidaires »...

Petits meurtres entre amis

Dans l'absolu, rien de mal, parce qu'inévitable. Quoique à ce stade les choses peuvent très vite dégénérer. On a capitalisé, et on devrait bénéficier d'une rente de situation grâce à cela. Tout « solidaire » soit-il, ce nouveau « marché » n'échappe pas plus qu'un autre... au libre jeu de la concurrence. Dès lors, on en vient vite à se tirer dans les pattes quand l'initiative « gratuite » du groupe, du collectif, de la petite bande d'amis, menace de menacer les intérêts particuliers de l'un(e) ou de l'autre...

Interrogez pour voir quelques grands ancêtres de l'épopée des radios libres, des télés indépendantes... Tensions et rancoeurs surgissent inévitablement si certains projets sont perçus comme une capitalisation personnelle. Chacun n'en tirant pas les mêmes bénéfices particuliers (ou de même ordre - économiques ou symboliques), ces rancoeurs s'accentuent : « Je bosse et les autres se remplissent les poches ».

La capitalisation amenant le confort de la rente de situation, ça provoque aveuglement et



certitudes inébranlables. On n'avance pas plus loin et, par autojustification, on pense qu'on a tout compris.

Tout ce qui peut menacer cette rente de situation doit être combattu. D'où prise de risques ultra-limitée à la reproduction de ce qu'on sait déjà faire et de ce qu'on a déjà expérimenté.

Ces points sont parfaitement naturels, et ne deviennent mortifères que s'ils ne sont pas assumés...

Force est de constater qu'il devient difficile de les assumer quand, au hasard, un secrétariat d'Etat, un syndicat, une grosse structure associative, une coopérative, un media, une banque « solidaire », voire un monstre de l'Internet, pourquoi pas ?, vous font les yeux doux...

Vous ne rêvez pas, nous y sommes ! Le « so called » web « indépendant », « non-marchand », « solidaire » et toutes ces sortes de choses vaut déjà très cher. Et ce n'est qu'un début. A mesure que la « bulle internet » explose, sa valeur monte...

L'effoyable camarilla des bureaucrates de tout acabit qui vous claquaient hier la porte au nez, pour autant que vous ayiez eu l'idée saugrenue d'y glisser votre talon, vous contemplent désormais avec les yeux de Chimène. Vous êtes le lien social, le réducteur de fracture numérique, l'ingénieur des sociabilités de demain. Vous valez très cher. Tous vos ami(e)s aussi.

Que faire ?

Le Quizz du non-marchand

En répondant avec vos camarades (les yeux dans les yeux, j'affirme que, croix de bois croix de fer, si je mens je vais en enfer), au quizz ci-après, peut-être échapperez-vous, momentanément, restons modeste, à l'égorgement collectif qui vous-nous pend au nez, au plus grand profit des affreux bandits marchands qui exhibent ostensiblement leurs liasses de dollars sous vos yeux exorbités ? En fait de liasses de dollars, il s'agira de « partenariats solidaires pour tisser du lien social », et plus si affinités. Mais bon, vous êtes de grandes filles et de grands garçons, donc je ne vais pas vous faire un dessin !

Je vous souhaite donc le plus grand courage avant de vous abandonner aux plaisirs délétères du quizz susnommé, que vous trouverez ci-après. Accessoirement, conscient que de très cyniques individus ne manqueront pas d'en tirer d'innommables profits, ne manquez pas de considérer que cet exercice peut aussi vous permettre de vous débarasser une bonne fois pour toutes de l'un(e) ou l'autre des faux-jetons qui vous pourrissent « solidairement » la vie depuis des années... Il n'y a pas de petits profits (non-marchands), et il n'y a pas de mal à se faire du bien. Ce n'est pas le bon M. Bon qui me démentira...

1. Chacun d'entre vous-nous a-t-il conscience de ce qu'il « donne » au groupe, et de ce qu'il en retire, en pouvoir symbolique et en revenus ?

2. Savons-nous à quel moment ce déséquilibre devient négatif ? C'est-à-dire que nous recevons plus que ce que nous donnons ? Question subsidiaire : sommes-nous perçus par les autres comme étant dans cette situation (que l'on qualifierait alors de parasitage), et cela à tort ou à raison ? Que faire dans ce cas ?

3. Pouvons-nous expliciter clairement les situations où l'intérêt personnel peut être menacé par l'action du groupe, et cela sans tourner autour du pot ?

4. Sommes-nous devenus des professionnels du « Web indépendant », « non-marchand », « solidaire »..., en passe de rentabiliser l'investissement (souvent énorme), qui a permis cette accumulation de savoir ?

5. A quel moment les intérêts particuliers deviennent-ils un élément de concurrence entre nous ? Y a-t-il des situations où l'échange de savoir (et donc l'intelligence collective du groupe), nuit à une rente de situation. Celui qui détient l'information pouvant être « doublé », professionnellement, symboliquement, s'il la communique au groupe ?

6. Avons-nous atteint notre niveau d'incompétence ? Nous nous sommes hissés jusqu'à une situation de confort intellectuel (grilles de lecture systématiques, insertion dans des réseaux d'information et de pouvoir figés...), et nous n'en bougeons plus. Nous devenons donc chaque jour plus incompétent, au fur et à mesure que les problématiques du réseau évoluent.



7. La dynamique de groupe, c'est le point fondamental, menace-t-elle parfois collectivement nos intérêts particuliers ?

8. La gestion des contacts avec la presse est-elle perçue par d'aucuns comme une façon de capitaliser individuellement le travail commun ?

9. Ne sommes-nous plus capables de nous investir, et de nous motiver, que dans des projets dont nous tirerons individuellement un bénéfice ? C'est-à-dire que la dynamique du groupe ne serait plus que la somme des égoïsmes particuliers. La constitution de « clans », ou les tentatives d'en constituer, est-elle autre chose qu'une tentative d'agrégation d'intérêts particuliers ?

10. Cette capitalisation permettrait-elle désormais à certains d'entre nous-vous de se passer du groupe ? C'est-à-dire continuer des activités militantes et poursuivre l'acquisition de connaissances sans le groupe, l'association, la coopérative ? Alors que d'autres se retrouveraient totalement isolés et impuissants sans ledit groupe ? Est-ce que ceux qui ont le plus capitalisé à partir du groupe (et donc dont la dynamique commune risquerait le plus de nuire ponctuellement aux intérêts particuliers), ne seraient pas ceux, paradoxalement, les moins menacés par sa disparition ?

Note : la plupart des problèmes qui vont surgir si vous vous attelez à ce quizz : autoblocage, rente de situation, absence de remise en doute, relèvent à l'évidence d'autojustifications inconscientes. Et non d'une volonté consciente de « se nourrir sur la bête ». L'attitude qui consiste à penser que « maintenant j'ai tout compris aux réseaux » est celle que nous partageons certainement le mieux, et révèle notre capitalisation individuelle du travail collectif. Dans de très nombreux cas, le profit personnel sert en même temps la cause commune. Soit réellement, objectivement, soit par autojustification. Si nous ne savons pas répondre à ces questions, les affronter, les assumer, nous ne pourrons que reproduire à l'infini les situations de blocage. Nous nous pourrons plus que nous braquer sur des enjeux de pouvoir sans jamais les nommer.

Toute plaisanterie mise à part, le devenir du « web indépendant », « solidaire », « non-marchand », « associatif » et toutes ces sortes de choses va aussi se jouer autour de ces questions. Refuser de les affronter aujourd'hui témoigne, au mieux, d'un navrant infantilisme, au pire, de très identifiables stratégies de pouvoir que les marchands qui nous gouvernent ne vont pas manquer d'instrumentaliser à leur plus grand profit.

Sauf à affronter sereinement la question de la marchandisation inévitable, et déjà engagée, du « web militant », ses acteurs s'exposent très vite à succomber sous le flot des inititiatives (partenariat, séduction, captation), que s'attachent déjà à déployer les bureaucraties qui nous gouvernent.

Ne venez pas dire que vous n'aurez pas été prévenus...

Bon courage.
Marc Laimé et Arno. marc@rezo.net
Article publié en collaboration avec minirezo.net
http://www.minirezo.net/article639.html

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

Vendredi : BE : MARS ATTAC (ULB) – QC : MONTREAL – FR : TARBES

Samedi : BE : GENT – NAMUR – IE: DUBLIN – FR: UNIVERSITE DU 76 – PARIS 20 – PARIS 11 – TREVOUX

Dimanche : FR : UNIVERSITE DU 76 – PARIS 11

Lundi : FR : MESNIL ST DENIS – MOUANS SARTOUX – BRETENOUX BIARS

Mardi: BE: BRUXELLES – FR: ANGOULEME – AIX EN PROVENCE – POITIERS – FOIX – EVREUX – CHALONS – SOPHIA ANTIPOLIS – ST QUENTIN LA POTERIE – RENNES – ARMENTIERES EN BRIE